

L'UE prête à négocier avec Trump sur l'industrie mais pas sur l'agriculture

© 19/01/2019 |  Terre-net Média

L'UE a dévoilé vendredi ses plans pour éviter une guerre sur les droits de douane avec les USA, excluant le dossier hypersensible de l'agriculture, pourtant cher à Donald Trump. Ces propositions présentées à Bruxelles font suite aux engagements pris fin juillet par l'UE, après la trêve conclue à Washington entre l'impétueux dirigeant américain et le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker.

À l'époque, l'UE avait réussi à écarter la menace américaine d'une hausse des droits de douane sur les automobiles européennes vendues aux États-Unis, ce que craignait particulièrement Berlin. Pour éviter « toute escalade des **tensions commerciales** », la Commissaire européenne Cecilia Malmström, qui est responsable des négociations pour l'ensemble des pays de l'UE, a présenté ce mandat de négociation. « Ce n'est pas un accord traditionnel de libre échange (...) c'est une proposition limitée mais importante sur les droits de douane des produits industriels », a-t-elle dit, lors d'une conférence de presse à Bruxelles. « **Dans ce mandat de négociation, nous ne proposons aucune réduction de droits de douane dans le secteur de l'agriculture.** Ce secteur a été mis de côté », a ajouté la Commissaire européenne. La France est fermement opposée à ce que ce secteur soit inclus dans les discussions, alors que les États-Unis l'ont mis dans leur propre mandat présenté il y a exactement une semaine.

Par ailleurs, la Commission s'est déclarée ouverte à une réduction des droits de douane sur les importations de voitures américaines dans le cadre de ce mandat, même si pour l'instant Washington a fait comprendre qu'il ne voulait pas que son marché crucial de petits camions en soit la contrepartie. Cecilia Malmström a mis clairement en garde les États-Unis, au cas où ils mettraient leur menace à exécution d'augmenter les droits de douanes sur les voitures européennes. « Si cela arrivait, nous sommes très avancés dans notre préparation de mesures de rétorsion », a-t-elle prévenu, évoquant une liste de produits américains ciblés qui seraient taxés. « Nos mesures seraient bien plus importantes que celles prises dans le passé. Nous avons clairement signifié aux Américains que nous sommes prêts à prendre cette décision », a dit la Commissaire suédoise.

Réserves françaises

Pour répondre aux taxes américaines sur l'acier et l'aluminium, qui frappent d'ailleurs toujours l'UE, Bruxelles avait contre-attaqué en juin dernier en taxant des produits américains emblématiques, comme les jeans, les motos Harley-Davidson et le beurre de cacahuète. Le mandat proposé vendredi doit encore être approuvé par les 28 pays de l'UE avant que la commissaire entame les discussions. Le ministre allemand des Finances, Peter Altmaier, a « salué » cette annonce. L'Allemagne, grande exportatrice de voitures aux USA, est particulièrement désireuse de protéger son industrie automobile de la colère de Donald Trump. La France est nettement moins enthousiaste. « Il faut s'interroger sérieusement sur le "bon timing" et sur le fait qu'il existe suffisamment de confiance pour négocier », a déclaré à l'AFP le secrétaire d'état français au commerce, Jean-Baptiste Lemoine. « Car, du point de vue de la France, il n'est pas souhaitable de négocier sous la contrainte : or les États-Unis continuent malheureusement de menacer de mesures unilatérales sur les droits de douane automobiles », a-t-il ajouté.

Selon deux autres sources, la France doute également que le contexte du mouvement des gilets jaunes et des élections européennes soit propice à la négociation. Paris est échaudé par l'échec des négociations sur le Traité de libre échange transatlantique (TTIP), un accord beaucoup plus vaste que celui envisagé vendredi, qui avait été accusé de menacer les standards sanitaires et alimentaires de l'UE. Les eurodéputés écologistes se sont d'ailleurs montrés critiques. « Les objectifs américains sont clairs : mettre à bas la législation européenne dans un certain nombre de secteurs clés », a affirmé Yannick Jadot, eurodéputé vert français, tout en lançant : « Macron doit dire non ! »

Sur le même sujet : [Accord commercial UE/États-Unis - Le plan de l'UE pour négocier exclut catégoriquement l'agriculture](#)